

Suivi des impacts socio-économiques du COVID-19 sur les ménages Djiboutiens

Résultats de la première vague d'enquête (7-22 Juillet 2020)

Septembre 2020

INTRODUCTION



Djibouti a vu son premier cas de COVID-19 confirmé le 18 mars 2020. En réaction, le gouvernement a suspendu toutes les entrées et sorties de vols internationaux de passagers le 18 mars 2020, fermé les écoles et les universités le 23 mars, et a ordonné un confinement général à partir du 27 mars 2020. En date d'août 2020, il y avait 5374 cas confirmés malades du COVID-19 à Djibouti, avec 59 décès enregistrés. Même si le nombre total de cas a fortement augmenté au cours des deux dernières semaines de mai et début juin, la propagation de la maladie a fortement ralenti en juillet et en août.

Les effets d'une propagation du COVID-19 et des mesures d'endiguement du gouvernement sont susceptibles d'affecter le bien-être des ménages par quatre principaux canaux : le revenu du travail, le revenu non lié au travail, les effets directs sur la consommation et l'interruption des services. Les effets sur le revenu du travail pourraient être à la fois directs, à travers la perte de revenus due à la maladie, et indirects, à travers l'emploi et les chocs salariaux. Les effets sur le revenu non professionnel peuvent être dus à des changements dans les envois de fonds et les transferts publics. La consommation peut être directement impactée soit par les changements de prix des articles qui représentent une part importante du budget des ménages, soit par l'augmentation du coût des soins de santé. Enfin, l'interruption des services peut avoir de graves répercussions sur le bien-être en raison de la fermeture des écoles et de la saturation des systèmes de soins de santé.

L'ENQUÊTE TÉLÉPHONIQUE



Pour appréhender l'impact du COVID-19 et des mesures gouvernementales associées, une enquête téléphonique a été conçue afin de comprendre la façon dont les Djiboutiens ont été affectés et par quels canaux. L'enquête sur l'impact socio-économique du COVID-19 sur les ménages Djiboutiens a été réalisée par le biais d'entretiens téléphoniques effectués par l'Institut National de la Statistique de Djibouti (INSD) entre le 7 et le 22 juillet 2020. En l'absence d'une enquête de ménages représentative, récente et menée par téléphone, nous nous sommes appuyés sur les données du registre social recueillies par le Ministère des Affaires Sociales et des Solidarités (MASS) pour construire l'échantillon de personnes à interroger. Un sous-échantillon aléatoire a été tiré de la liste des ménages du registre social ayant communiqué des numéros de téléphone, parmi lequel 1486 ménages ont été interviewés. Cet échantillon est représentatif des statuts de pauvreté¹ et de trois zones : Balbala (489 ménages), le reste de Djibouti-ville (508 ménages) et les centres urbains hors Djibouti-ville (489 ménages) (Tableau 2.1).

Les poids de la population et des ménages sont conçus pour tenir compte des différences de probabilité de sélection dues au plan de sondage ou aux non-réponses.² En outre, d'autres ajustements des poids d'échantillonnage ont été effectués pour garantir que les indicateurs soient représentatifs de la population du pays, par statut de pauvreté et par lieu de résidence. La base de sondage, le registre social du ministère des affaires sociales, surreprésente les pauvres et ne couvre pas complètement les ménages du haut de la distribution de revenu. Pour corriger ces biais, nous nous appuyons sur une approche de post-calibrage, en utilisant l'enquête sur le budget des ménages de 2017 (EDAM 2017) comme source de données de référence. En effet, l'enquête EDAM 2017 était représentative de la population, du statut de pauvreté et des domaines d'enquête du pays. Toutefois, l'enquête EDAM 2017 est limitée aux quatre premiers quintiles de consommation afin de garantir un chevauchement suffisant des univers couverts par les deux enquêtes.³ Ainsi, les résultats présentés dans ce rapport sont représentatifs de la population urbaine du pays, à l'exception des 20% les plus riches.

¹ La variable du statut de pauvreté dans la base de données du registre social est basée sur la consommation par habitant, qui est imputée pour chaque ménage par le ministère des Affaires sociales et de la Solidarité (MASS) sur la base de caractéristiques observables et en utilisant la formule de Proxy Means Test utilisant l'enquête sur le budget des ménages de 2013.

² Pour plus de détails sur le plan d'échantillonnage, veuillez-vous référer à l'Annexe.

³ Limiter la source des données de référence aux quatre premiers quintiles est quelque peu arbitraire. Mais cela est motivé par des discussions avec des hauts fonctionnaires de l'Institut Statistique de Djibouti. L'indisponibilité des variables qui ne sont pas utilisées pour le calibrage mais qui sont communes aux deux ensembles de données nous empêche de faire une analyse de sensibilité autour du choix de ce seuil.

Le taux de réponse est de 71,4 % au niveau national. De légères différences ont été observées entre les différents lieux, les arrondissements 1, 2 et 3 de Djibouti-ville ayant eu plus de répondants que les autres zones. Ce taux de réponse est conforme à ce qui a été constaté pour les enquêtes téléphoniques dans d'autres contextes. Les individus qui ont répondu à l'enquête ont une bonne connaissance quotidienne de leur ménage (Tableau 2.2). Si la plupart des répondants étaient le chef du ménage ou leur conjoint, dans quelques cas c'est un enfant non mineur du chef de ménage qui a répondu à l'enquête. Environ 43% des personnes interrogées étaient des femmes. La plus grande partie des répondants est âgée de 35 à 49 ans (44%), suivie par les moins de 35 ans (28%). Des questions ont également été posées sur l'activité économique et les moyens de subsistance du principal soutien économique du ménage. Il s'avère que les soutiens de famille sont plus souvent des hommes (72%) et sont plus âgés en moyenne que les répondants.⁴

Tableau 2.1 : Taux de réponse par domaine d'enquête et statut de pauvreté

Domaine d'enquête	%	Freq.
Balbala	70.9	489
Reste de Djibouti-ville	72.9	508
Autres centres urbains	70.4	489
Tous	71.4	1486

Source : Enquête téléphonique COVID-19 à Djibouti, 1er tour.

Tableau 2.2 : Proportion des répondants et des soutiens économiques par âge et sexe

Âge	Répondants			Soutiens économiques		
	Masculin	Féminin	Tous	Masculin	Féminin	Tous
< 35	25.1	32.9	28.5	18.3	20.5	18.9
35-49	48.37	38.3	44.2	50.5	43.7	48.6
50-64	19.9	22.4	21	22.8	29.3	24.6
65 +	6.2	6.4	6.3	8.4	6.5	7.9

Source : Calcul des auteurs à partir de l'enquête téléphonique COVID-19 à Djibouti, 1er tour.

CONNAISSANCES
ET
COMPORTEMENTS
CONCERNANT LE
COVID-19



La connaissance de la maladie du coronavirus est quasi-universelle à Djibouti, puisque presque toutes les personnes interrogées ont déclaré en avoir connaissance. En outre, la quasi-totalité des ménages connaissaient les mesures préventives visant à freiner la propagation de la maladie (Tableau 3.1). La proportion des ménages qui sont au courant des mesures préventives était supérieure à 99% pour toutes les mesures, à l'exception du couvre-feu et du confinement. Le couvre-feu pourrait bien être une mesure reliée au passé pour la plupart des ménages, puisque le pays a décidé de poursuivre le déconfinement à partir du mois de mai. Les variations régionales en matière de connaissance des mesures de confinement étaient négligeables. À Balbala, où vivent la plupart des ménages pauvres de Djibouti-ville, la connaissance de chaque mesure était assez élevée, tandis qu'il y avait de légères différences selon les groupes de revenu.

En général, les mesures préventives ont été bien appliquées (Tableau 3.2). Le lavage fréquent des mains était la mesure la plus pratiquée avec 96% des ménages qui l'ont adoptée. La plupart des ménages pratiquaient également la distanciation sociale en maintenant une distance physique suffisante (85%), en évitant les rassemblements (88%) et en réduisant les déplacements (89%). Environ 83% des ménages utilisaient des masques ou des gants, et 46% des ménages faisaient des achats plus conséquents qu'à l'habitude pour limiter

⁴ L'unité d'observation diffère d'un thème à l'autre. Dans la section sur la connaissance des mesures préventives, les répondants ont été interrogés sur leur propre comportement et attitude. Les sections sur l'accès, la sécurité alimentaire et la perception des ménages reflètent le comportement de l'ensemble du ménage. La section sur l'activité économique reflète la situation du répondant, des autres membres actifs du ménage et l'évolution de l'entreprise familiale s'il y en a une.

les sorties. Cette mesure préventive pourrait avoir des répercussions économiques négatives sur le bien-être. Pour 74% des ménages, l'utilisation de désinfectant était un moyen de se protéger contre la maladie.

Tableau 3.1 : Pourcentage de ménages connaissant les mesures préventives

Mesures	Tous	Balbala	Reste de Djibouti-ville	Autres centres urbains
Citoyens conseillés de rester à domicile	99.8	100.0	99.6	100.0
Voyages restreints dans le pays/la zone	99.8	100.0	99.6	100.0
Voyages internationaux restreints	99.6	100.0	98.9	100.0
Fermeture d'entreprises non-essentiels	99.3	99.4	99.5	98.9
Fermeture des écoles et universités	99.1	99.4	98.6	99.6
Couvre-feu/confinement	98.0	97.3	98.3	98.8

Source : Calcul des auteurs à partir de l'enquête téléphonique COVID-19 à Djibouti, 1er tour.

L'adoption des mesures préventives a légèrement varié selon les lieux de résidence. Les ménages vivant dans des zones urbaines à l'extérieur de la capitale ont été moins nombreux à mettre en place certaines mesures préventives telles que l'utilisation de masques/gants et le fait de ne pas pouvoir envoyer les enfants à l'école. Le fait que certains enfants sont déclarés être à l'école reflète probablement la mise en œuvre récente de mesures visant à assouplir le confinement ; ce qui a permis aux élèves du secondaire de repartir à l'école.

En ce qui concerne l'utilisation de désinfectant, les différences régionales sont fortes. Alors que respectivement 82% et 73% des ménages utilisaient du désinfectant à Balbala et dans le reste de Djibouti-ville, seuls 64 % des ménages des autres zones urbaines en utilisaient. Ceci pourrait suggérer que les désinfectants n'étaient pas disponibles et/ou que leurs prix n'étaient pas abordables dans ces parties du pays. Enfin, une proportion plus élevée de ménages pauvres (77%) déclarait ne pas pouvoir envoyer leurs enfants à l'école par rapport aux ménages non pauvres (67%). Cependant, aucune autre différence significative n'a été constatée entre les ménages pauvres et non pauvres. Il convient de souligner que les personnes interrogées sont susceptibles de faire de fausses déclarations concernant l'adoption des mesures préventives par crainte d'enfreindre les lois et les recommandations du gouvernement.

Tableau 3.2 : Pourcentage de ménages pratiquant les mesures préventives au cours des 7 derniers jours

Mesures	Tous	Balbala	Reste de Djibouti-ville	Autres centres urbains
Se laver les mains fréquemment	96.0	95.8	96.8	95.2
Éviter les voyages inutiles	89.3	85.3	92.1	91.1
Éviter les rassemblements	88.4	84.9	91.0	89.5
Garder suffisamment de distance	85.0	84.1	84.4	87.0
Aucune poignée de mains/salutation	83.8	83.7	85.3	81.9
Utilisation de masques/gants	83.3	88.1	84.6	74.6
Réduire le nombre de fois où vous allez au marché	77.4	79.0	80.2	71.0
Utilisation de désinfectant	74.2	82.0	73.6	64.0
Arrêter d'envoyer les enfants à l'école	68.8	72.6	71.2	60.1
Acheter plus de nourriture/autres ressources	46.7	47.8	50.1	40.2

Source : Calcul des auteurs à partir de l'enquête téléphonique COVID-19 à Djibouti, 1er tour.

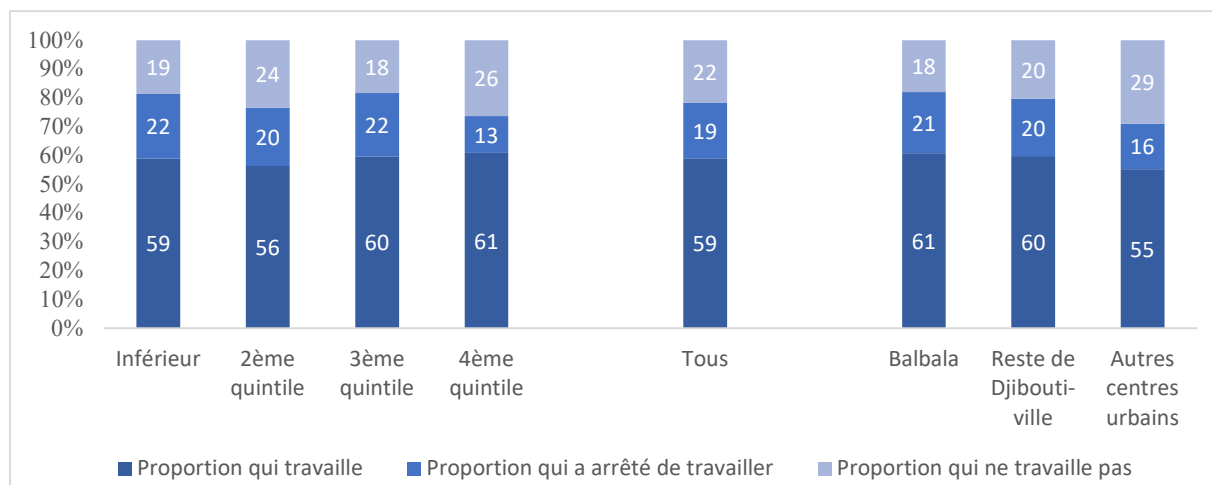
ACTIVITÉS
ÉCONOMIQUES
ET MOYENS DE
SUBSISTANCE



L'économie de Djibouti dépend fortement du secteur tertiaire (80,3%)⁵ dominé par le commerce et les transports qui représentent respectivement 25,6% et 20,2% du PIB. La construction (BTP), dont la contribution au PIB (4,3%) est en hausse depuis quelques années, est une autre activité économique importante à Djibouti. En raison de la faible dotation du pays en terres arables, l'agriculture ne contribue que faiblement à la production économique nationale ce qui se reflète dans la part du secteur primaire dans le PIB (0,9%). Le secteur informel est crucial pour l'emploi, puisqu'il occupe environ 47% des personnes employées.⁶ L'apparition de la pandémie de coronavirus a fortement perturbé l'économie nationale, tant en termes de production que d'activités économiques. Les activités des aéroports, des hôtels et des restaurants ont été pratiquement paralysées par la suspension des vols internationaux de passagers, tandis que la construction, le commerce général, les transports et les services ont été particulièrement touchés par le confinement général. Ces perturbations sont susceptibles d'avoir un impact sur le bien-être des ménages par le biais de l'emploi.

Il s'avère qu'environ 59% des soutiens économiques⁷ ont travaillé au cours de la semaine précédant l'enquête (Figure 4.1). De plus, 19% d'entre eux ont perdu leur emploi après le début de la pandémie et les 22% restants ne travaillaient ni avant la pandémie ni la semaine précédant l'enquête. Comme la période de l'enquête coïncidait avec la mise en application des politiques de réouverture de l'économie, il est possible que ce chiffre ne donne qu'une évaluation partielle de l'impact à court terme du coronavirus sur les activités économiques. Les soutiens de famille du haut de la distribution des revenus avaient une probabilité de travailler légèrement plus forte que ceux du quintile inférieur. Mais il n'y a pas eu d'augmentation monotone de la probabilité de travailler par quintile de revenu. Les soutiens économiques des ménages vivant dans le Reste de Djibouti-ville (arrondissements 1, 2 et 3 de Djibouti-ville) avaient une plus grande probabilité de travailler la semaine précédant l'enquête que ceux des zones urbaines en dehors de Djibouti-ville (55%).

Figure 4.1 : Statut d'emploi des soutiens économiques (%)



Source : Calcul des auteurs à partir de l'enquête téléphonique COVID-19 à Djibouti, 1er tour.

Note : Les soutiens économiques sont divisés en trois catégories : 1) ceux qui ont travaillé au cours de la semaine précédant l'enquête, 2) ceux qui travaillaient avant le COVID-19 mais qui ont arrêté de travailler au cours de la semaine précédant l'enquête, 3) ceux qui ne travaillaient ni avant le COVID-19 ni la semaine avant l'enquête. Il est important de comprendre les types et le secteur d'emploi des soutiens de famille parmi ceux qui travaillaient la semaine précédant l'enquête et ceux qui travaillaient avant la pandémie. On constate que les soutiens de famille travaillent à des titres divers (figure 4.2). Il s'agit pour la plupart soit d'employés percevant un revenu régulier (35 %), soit de travailleurs percevant un salaire à la pièce (30 %). Environ 20 % des soutiens de famille sont des travailleurs indépendants et seulement 9 % sont des employeurs.

⁵ Institut National de la Statistique de Djibouti (INSD), 2019

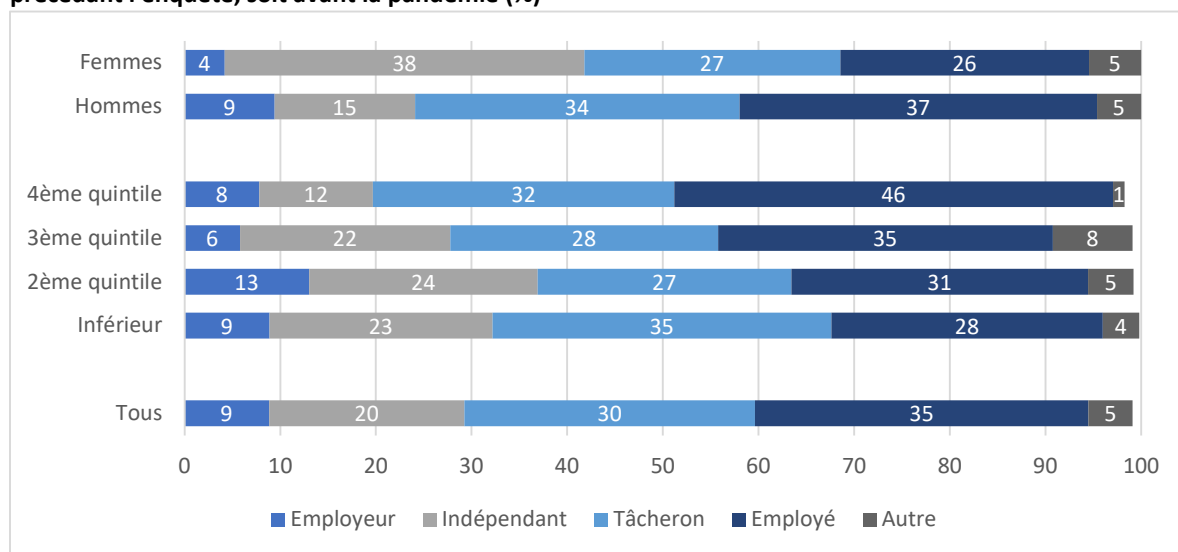
⁶ Gabriel Lara Ibarra and Vibhuti Mendiratta (2019). Challenges to Inclusive Growth: A poverty and equity assessment of Djibouti", World Bank, Washington DC. <http://documents.worldbank.org/curated/en/825601576251871028/Challenges-to-Inclusive-Growth-A-Poverty-and-Equity-Assessment-of-Djibouti>

⁷ Le terme "soutien économique" réfère à la principale personne qui soutien économiquement le ménage.

Il y a des différences significatives entre les pauvres et les non-pauvres. Parmi les plus pauvres, un pourcentage plus élevé est engagé comme travailleurs journaliers, tandis qu'une part plus importante du quintile le plus riche se trouve être des employés avec un revenu régulier. Cela n'est pas surprenant étant donné que 44% de la population est engagé dans le secteur public, avec une surreprésentation des non-pauvres dans ce secteur (Lara Ibarra, Gabriel ; Mendiratta, Vibhuti. 2019). Il est donc probable que les ménages pauvres soient plus touchés par le COVID-19 et les mesures connexes puisqu'ils occupent des emplois dans le secteur informel avec des flux irréguliers de revenus. Outre le statut de pauvreté, il existe également quelques différences entre les soutiens économiques masculins et féminins concernant leurs catégories professionnelles. Environ 37 et 34% des soutiens économiques hommes sont respectivement employés et employeurs, contre 26 et 27% pour les femmes. Mais les tâcherons représentent une part relativement plus importante des soutiens économiques féminins que pour leurs homologues masculins. Cela suggère que les soutiens économiques femmes ont une plus grande probabilité que les hommes d'être confrontés à une plus grande incertitude concernant leur source de revenus.

En termes de secteur d'emploi, un tiers des soutiens économiques travaillent dans le secteur public, tandis qu'environ 20% travaillent dans des entreprises privées et 22% dans leur propre entreprise ou dans une entreprise familiale. Alors que 34% des non-pauvres travaillent dans le secteur public, seuls 26% des pauvres déclarent travailler dans ce secteur.

Figure 4.2 : Catégorie professionnelle des soutiens économiques qui ont exercé un travail soit la semaine précédant l'enquête, soit avant la pandémie (%)

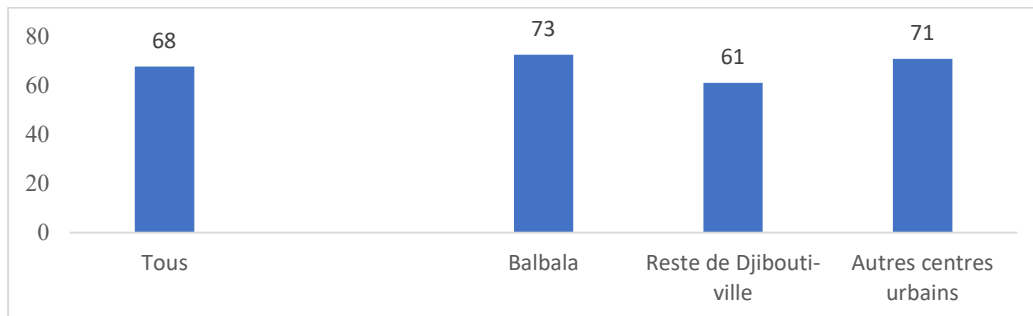


Source : Calcul des auteurs à partir de l'enquête téléphonique COVID-19 à Djibouti, 1er tour.

La figure 4.1 montre que 59% des soutiens économiques travaillaient lors de la semaine précédant l'enquête, tandis que 22% avaient perdu leur emploi après le début de la pandémie. Parmi ceux qui ont perdu leur emploi, l'enquête cherchait à savoir si la raison de leur perte d'emploi était le coronavirus. Il s'avère que près de la moitié de ces personnes ne travaillaient pas, même avant la pandémie. Pour l'autre moitié qui travaillait avant la pandémie, une grande majorité (68%) a identifié que les causes de leur inactivité économique actuelle étaient liées au coronavirus (figure 4.3). En plus des différences en fonction du statut de pauvreté, on constate que les personnes originaires de Balbala et des zones urbaines en dehors de Djibouti étaient plus susceptibles de perdre leur emploi en raison du coronavirus et des mesures de confinement. L'impact du COVID-19 sur la capacité à travailler a varié selon la catégorie professionnelle du soutien économique en reflétant les niveaux de vulnérabilité à la privation. Comme attendu, les tâcherons représentent la plus grande part des soutiens

économiques ayant perdu leur emploi en raison de la pandémie, suivis par les indépendants. Les employeurs représentent la catégorie dont la fraction la plus faible a cessé de travailler à cause du COVID-19, suivie des employés.

Figure 4.3 : Pourcentage des soutiens économiques qui ont arrêté de travailler à cause du COVID-19, parmi ceux qui ont perdu leur emploi

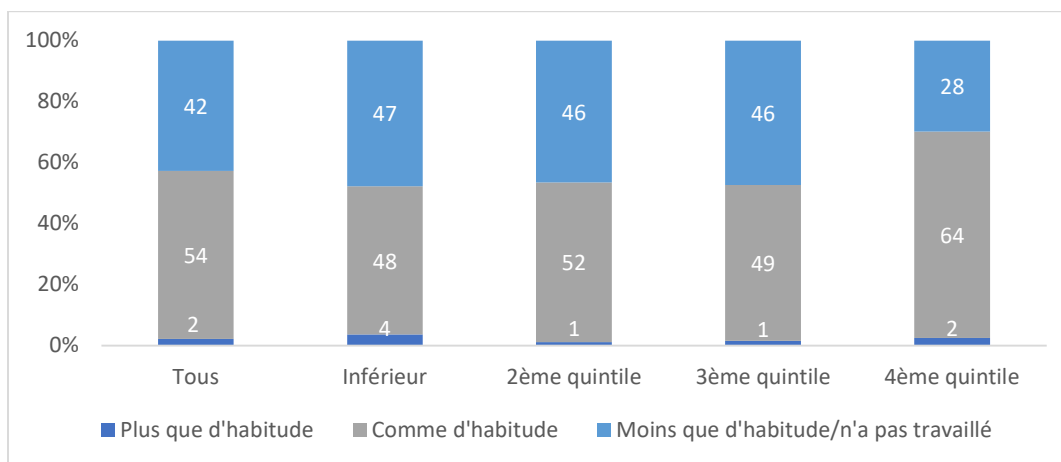


Source : Calcul des auteurs à partir de l'enquête téléphonique COVID-19 à Djibouti, 1er tour.

Note : Les raisons qui ont été considérées comme étant liées au COVID-19 comprennent la fermeture de l'entreprise, l'arrêt d'activité et les licenciements.

Ceux qui travaillaient encore lors de la semaine précédant l'enquête ont observé une diminution de la durée de leur travail. Environ 54% n'ont observé aucun impact sur leur charge de travail, tandis que 42% ont moins travaillé ou n'ont pas travaillé du tout. On observe des différences importantes entre les quintiles de revenus, puisque 28% des plus riches ont travaillé moins, contre environ 47% des trois derniers quintiles.

Figure 4.4 : Charge de travail des soutiens économiques qui ont travaillé lors de la semaine précédant l'enquête (%)



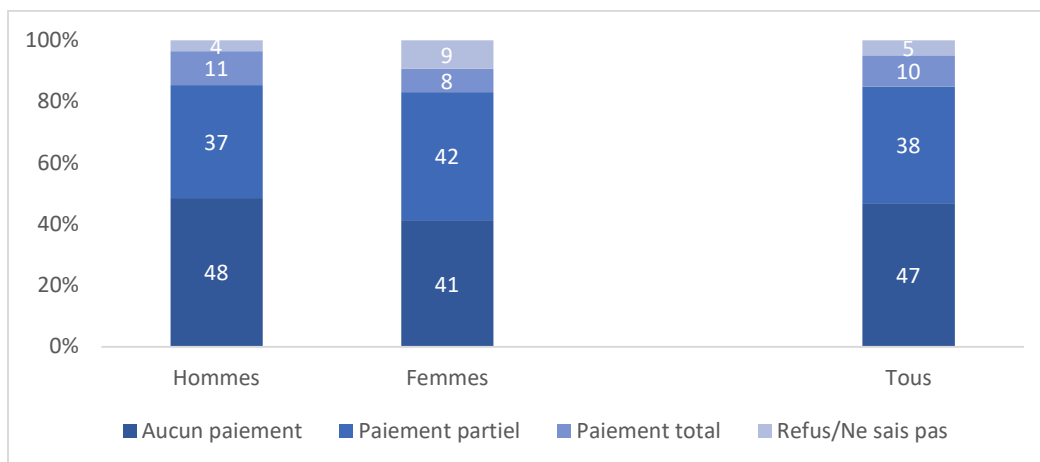
Source : Calcul des auteurs à partir de l'enquête téléphonique COVID-19 à Djibouti, 1er tour.

Ceux qui ont travaillé moins que d'habitude ont aussi observé une perte de revenus : respectivement 45% et 36% n'ont reçu aucun paiement ou un salaire partiel, tandis que les 9% restants ont pu recevoir leur salaire complet. L'impact de COVID-19 sur le revenu du travail varie selon le sexe : les soutiens économiques femmes (41%) étaient moins susceptibles que les hommes (48%) de ne recevoir aucun paiement, tandis qu'une part

relativement plus importante des soutiens économiques masculins recevaient leur plein salaire. Ces résultats donnent un aperçu du niveau de précarité au sein de la population active.

Les sources de revenus les plus courantes des ménages sont l'aide publique (26%), les salaires (20%), les envois de fonds (10%) et les entreprises familiales (8%). Les envois de fonds provenaient de sources nationales et internationales.

Figure 4.5 : Évolution du revenu du travail des soutiens économiques qui ont moins travaillé (%)



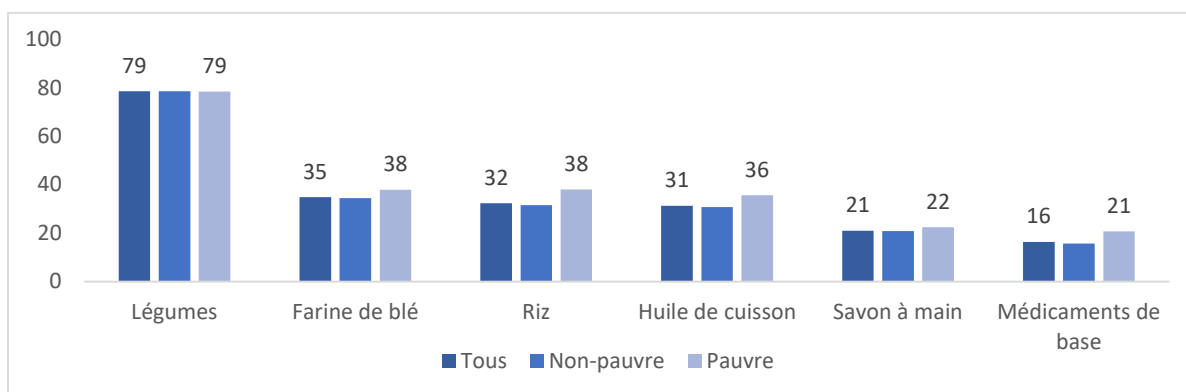
Source : Calcul des auteurs à partir de l'enquête téléphonique COVID-19 à Djibouti, 1er tour.

ACCÈS AUX
BIENS DE BASE



À Djibouti, l'approvisionnement alimentaire, fortement dépendant des importations, a été déclaré être affecté par les ménages enquêtés. Les ménages pauvres ont connu des difficultés d'accès aux produits de base d'une façon relativement plus importante que les ménages non pauvres (Figure 5.1). Un très fort pourcentage de ménages (79%) déclare ne pas avoir de légumes à leur disposition. Alors que pour 38% des ménages pauvres la farine de blé n'était pas disponible, c'était le cas pour 34% des ménages non pauvres. Le savon pour les mains et les légumes sont les articles pour lesquels les différences de disponibilité selon le statut de pauvreté sont les plus faibles. Certains produits tels que le riz et le blé ont été en moyenne plus indisponibles à Balbala (respectivement 38% et 40%) que dans le reste de Djibouti-ville (respectivement 31% et 32%).

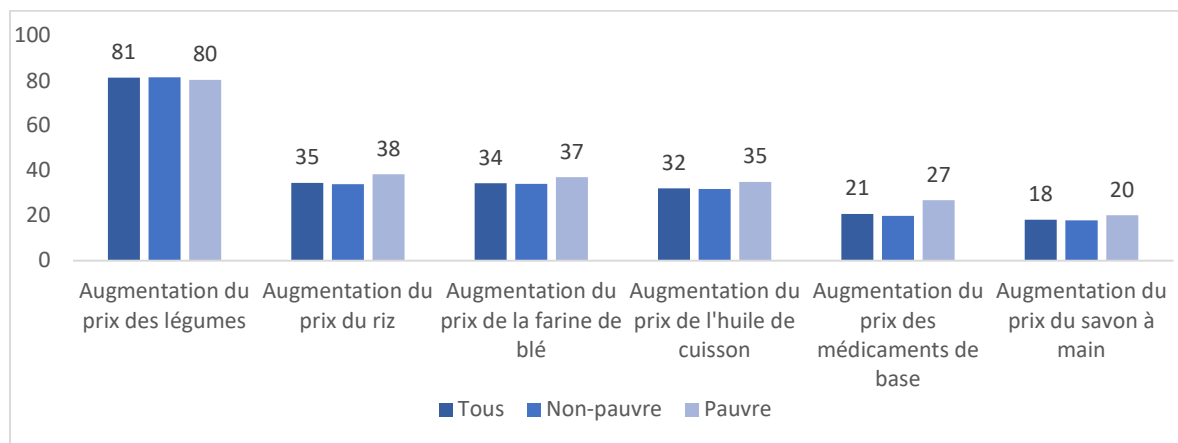
Figure 5.1 : Difficultés d'accès des ménages (%) à quelques biens de base, par statut de pauvreté



Source : Calcul des auteurs à partir de l'enquête téléphonique COVID-19 à Djibouti, 1er tour.

Les hausses de prix ont été ressenties par les ménages de toutes les catégories de revenus. Cependant, les pauvres ont été touchés de manière légèrement disproportionnée (Figure 5.2). Par exemple, alors que 38% des pauvres ont senti une augmentation du prix du riz, cela a concerné 34% des non pauvres. Ces changements de prix des produits peuvent être interprétés différemment selon les groupes de revenu, en fonction de la part relative de ces changements dans le budget des ménages. Tout cela suggère que les plus vulnérables pourraient porter un fardeau plus important de la hausse des prix. Les augmentations de prix ont été beaucoup plus importantes à Balbala et dans les centres urbains en dehors de Djibouti-ville que dans le reste de Djibouti-ville (arrondissements 1, 2 et 3) (Tableau 5.1). Il n'est pas surprenant que de nombreux ménages aient fait face à du stress en raison de leur consommation quotidienne. Environ 26% des ménages ont été confrontés à un manque de nourriture au cours des 30 derniers jours, pour une raison ou pour une autre, sans différence notable entre les groupes de revenus.

Figure 5.2 : Pourcentage de ménages qui ont reporté une augmentation de prix, par statut de pauvreté



Source : Calcul des auteurs à partir de l'enquête téléphonique COVID-19 à Djibouti, 1er tour.

Tableau 5.1 : Pourcentage de ménages qui ont rapporté une augmentation de prix, par lieux de résidence

Produits	Balbala	Reste de Djibouti-ville	Autres centres urbains
Légumes	85.4	73.0	87.2
Riz	37.6	23.4	45.5
Farine de Blé	36.7	24.5	44.8
Huile de cuisson	34.4	23.4	41.0
Médicaments de base	25.5	18.2	17.2
Savon à main	20.4	15.8	17.9

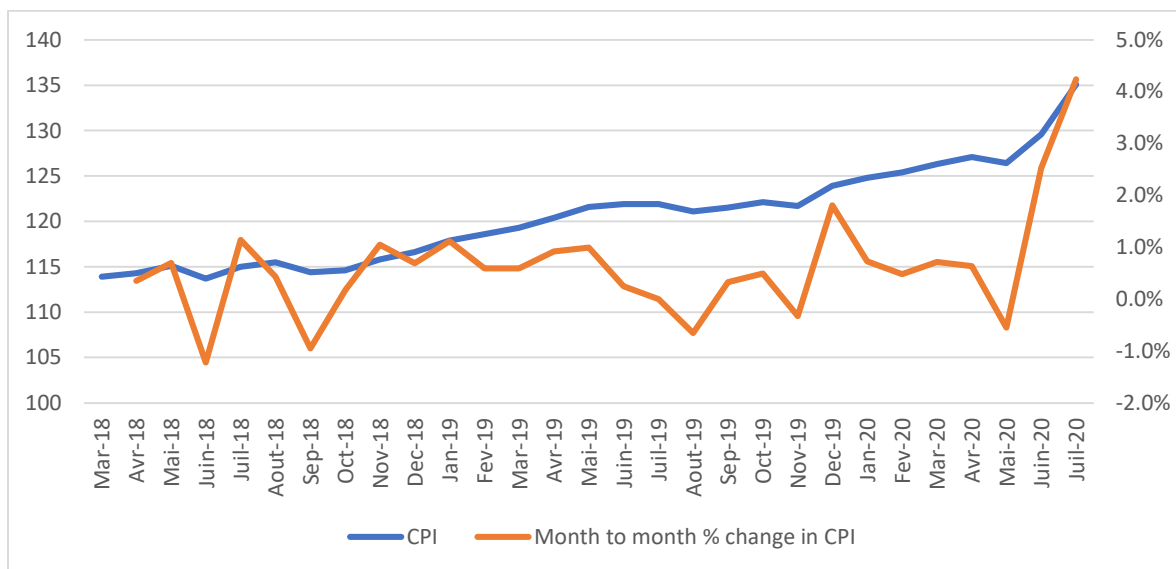
Source : Calcul des auteurs à partir de l'enquête téléphonique COVID-19 à Djibouti, 1er tour.

Ces résultats doivent être mis en contexte à la lumière des statistiques suggérant des impacts minimaux du COVID-19 et des mesures de confinement sur les prix et la disponibilité des produits.⁸ La figure 5.3 montre que l'indice des prix à la consommation des produits alimentaires (IPC) a effectivement connu une hausse entre mai 2020 et juillet 2020. Alors que la période entre juin et août en 2018 et 2019 a connu de légères hausses indiquant des variations cycliques, il est incontestable que le pic en 2020 est beaucoup plus important, indiquant que la pandémie pourrait avoir joué un rôle. Néanmoins, la flambée des prix des légumes et des

⁸ INSD, 2020.

produits alimentaires peut également être en partie attribuée aux infections acridiennes qui ont ravagé les pays d'Afrique de l'Est. Les prochaines vagues de collecte de données permettront d'apporter de plus amples informations à ce sujet.

Figure 5.3: Indice des prix à la consommation des aliments et des boissons non alcoolisées à Djibouti



Source : Données indice de prix du site web de l'INSD.

ACCES À
L'ÉDUCATION ET
AUX SOINS DE
SANTÉ



Les mesures de confinement et la forte demande en soins de santé pour les cas confirmés de COVID-19 ont pu restreindre l'accès des ménages au système de santé. Environ 17% des ménages ont déclaré avoir besoin d'accéder aux soins de santé au cours du mois précédant l'enquête. Parmi ces ménages, environ 37% des ménages, dont certains membres ont eu besoin d'une assistance médicale, n'ont pas pu accéder aux établissements de santé. Une proportion relativement plus importante de ménages dont le soutien économique est une femme (40%) n'a pas pu accéder aux soins de santé par rapport aux ménages dont le soutien économique est un homme (34%). La population de Balbala a connu, dans une plus grande mesure que le reste de la ville de Djibouti, des difficultés à accéder aux services de santé lorsqu'elle en avait besoin. La principale raison pour cela citée par les ménages est le fait de ne pas avoir assez d'argent.

Avec la mise en œuvre stricte des mesures de confinement, les étudiants ont été contraints de rester chez eux.⁹ La plupart des ménages ont alors réagi en utilisant une combinaison d'Internet et de médias sociaux. Plus de 73% des ménages ayant des enfants en âge d'être scolarisés comptaient sur les émissions de télévision éducatives pour atteindre les objectifs éducatifs des jeunes. Les émissions de télévision, un moyen de contourner les difficultés posées par l'accès physique aux établissements d'enseignement, ont été plus souvent utilisées à Djibouti (Balbala et le reste de Djibouti-ville) que dans les autres centres urbains parmi les ménages ayant des enfants au niveau de l'enseignement primaire. Les plus pauvres avaient un accès légèrement moindre à l'éducation par le biais de l'enseignement télévisé que les quintiles plus riches.

⁹ Environ 37% et 39% de tous les ménages interrogés ont déclaré avoir respectivement des enfants de 6 à 10 ans et de 11 à 18 ans qui allaient à l'école avant la pandémie de coronavirus.

Tableau 5.2 : Accès aux soins de santé et à l'éducation

	Tous	Balbala	Reste de Djibouti-ville	Autres centres urbains	Non-pauvre	Pauvre
Pourcentage ayant eu besoin de soins de santé qui n'ont pas eu accès aux soins	37.2	46.2	33.0	ND	37.6	34.7
Pourcentage ayant regardé des programmes télévisés éducatifs (étudiants âgés de 6 à 10 ans)	73.5	86.0	75.0	45.3	73.4	73.8
Pourcentage ayant regardé des programmes télévisés éducatifs (étudiants âgés de 11 à 18 ans)	82.2	85.6	84.8	73.9	82.9	78.9

Source : Calcul des auteurs à partir de l'enquête téléphonique COVID-19 à Djibouti, 1er tour.

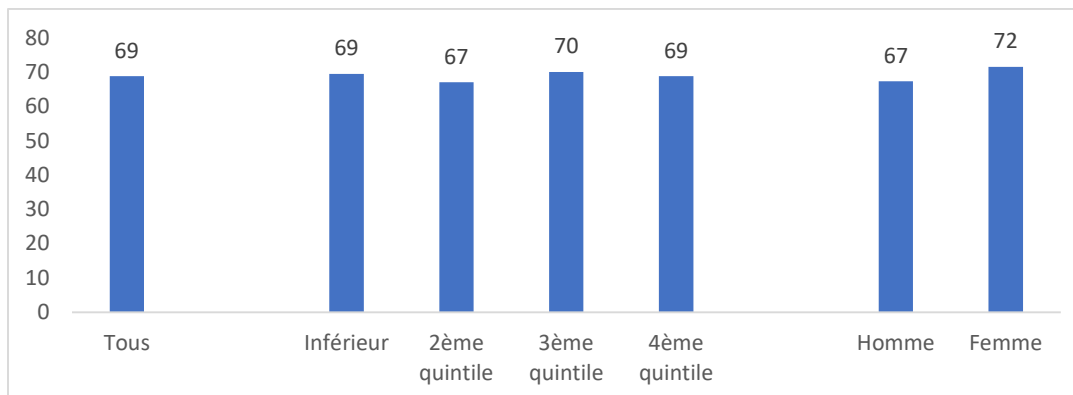
Note : ND signifie Non-disponible en raison d'un faible effectif (<50 observations).

FILETS DE SÉCURITÉ



La pandémie du COVID-19 a induit une situation où beaucoup de ménages à Djibouti ont des difficultés financières pour subvenir à leurs besoins. Environ 69% des ménages n'ont pas eu suffisamment de ressources pour subvenir à leurs besoins pendant un mois après l'enquête (Figure 6.1). Cette proportion varie peu à travers les quintiles de revenu. Il est troublant de constater que la résilience est faible dans toutes les catégories de revenus. Les ménages dont le soutien économique est une femme (72%) sont légèrement plus susceptibles d'être confrontés à un tel stress que ceux dont le soutien économique est un homme (67%). Il semble que les ménages en sont venus à dépendre de leurs activités économiques quotidiennes pour assurer leur subsistance, dans un contexte où l'épargne était faible. La crise sanitaire actuelle ne ferait pas qu'aggraver les privations des pauvres, mais il y a également un risque que d'autres ménages tombent dans la pauvreté.

Figure 6.1 : Pourcentage de ménages sans suffisamment de ressources pour subvenir à leurs besoins pendant le mois à venir

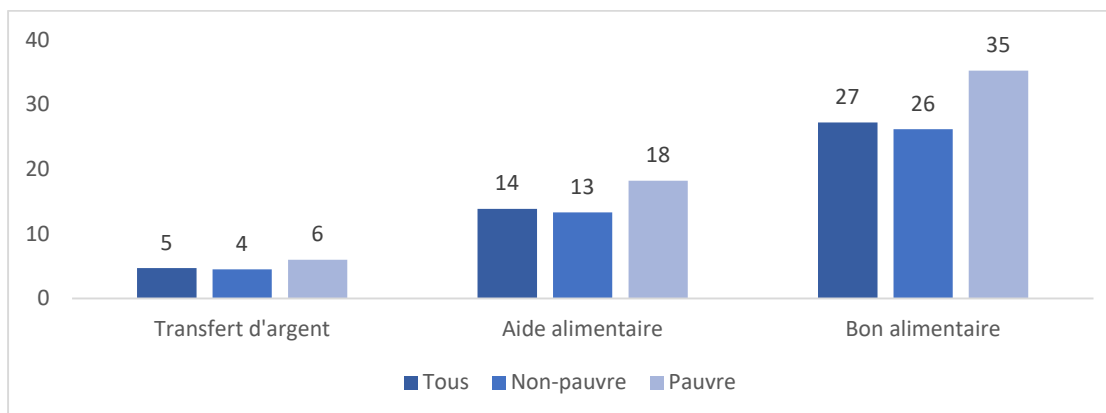


Source : Calcul des auteurs à partir de l'enquête téléphonique COVID-19 à Djibouti, 1er tour.

Compte tenu des perspectives économiques incertaines auxquelles sont confrontés les ménages, la mise en place de filets de sécurité aurait une incidence déterminante sur leur bien-être à court terme. L'enquête téléphonique a permis de recueillir des informations sur quatre types d'aide que les ménages pourraient recevoir : l'aide alimentaire, les bons alimentaires, les transferts d'argent et autres. Environ 5% des ménages ont bénéficié de transferts d'argent liquide, tandis que plus de 14% ont reçu une aide alimentaire (Figure 6.2). Les bons alimentaires étaient l'aide la plus courante, concernant 27% des ménages. Ce type d'aide était principalement fourni par le gouvernement (96%), tout comme l'aide alimentaire (91%). Cependant, l'aide en espèces provenait soit du gouvernement (50%), soit de membres de la famille (50%). Les ONG se sont également révélées être des acteurs importants pour aider les ménages à atténuer les effets socio-

économiques négatifs de la pandémie de coronavirus. Enfin constate également que moins de 1% des ménages ont reçu les trois types d'aide, tandis que 35% des ménages ont reçu au moins un type d'aide, et 8% des ménages ont reçu à la fois des bons d'alimentation et une aide alimentaire.

Figure 6.2 : Pourcentage de ménages qui ont reçu de l'assistance



Source : Calcul des auteurs à partir de l'enquête téléphonique COVID-19 à Djibouti, 1er tour.

Selon le lieu de résidence et le statut de pauvreté, les ménages ont bénéficié des transferts en espèces de façon différente. Alors qu'environ 6.7% et 4.2% ont reçu de tels transferts à Balbala et dans le reste de Djibouti-ville, seuls 2,4% en ont bénéficié dans les autres centres urbains. Il y a aussi des variations selon le lieu de résidence dans les autres types d'aide : 34% des habitants de Balbala ont reçu des bons alimentaires contre 27% dans le reste de Djibouti-ville et 17% dans les zones urbaines en dehors de Djibouti-ville. Il semble que l'aide est allouée aux bénéficiaires qui en ont besoin, car les ménages du quintile inférieur sont plus susceptibles de recevoir n'importe quelle aide que ceux des quintiles plus riches. Une proportion relativement plus importante de ménages dont le soutien économique est une femme a bénéficié soit de transferts en espèces, soit d'une aide alimentaire. Alors que les transferts d'argent liquide peuvent provenir du gouvernement, d'amis ou d'ONG, les ménages dont le soutien économique est une femme ont plus tendance à bénéficier de transferts d'argent liquide publics que ceux dont le soutien économique est un homme (4% contre 1%). Le fait que même les ménages non pauvres reçoivent une assistance est conforme au mécanisme de ciblage employé sur le terrain. Les bons alimentaires ont été ciblés pour atteindre non seulement les ménages pauvres mais aussi les non pauvres qui occupaient des emplois dans le secteur informel et les ont perdus en raison de la pandémie.

Tableau 6.3 : Pourcentage de ménages qui reçoivent chaque type d'aide, selon le lieu de résidence et le genre du soutien économique

Assistance	Balbala	Reste de Djibouti-ville	Autres centres urbains	Soutien économique masculin	Soutien économique féminin
Transfer d'argent	6.7	4.2	2.4	3.2	7.0
Nourriture	13.9	14.2	13.4	13.3	15.3
Bon alimentaire	34.6	26.8	17.3	28.3	27.3

Source : Calcul des auteurs à partir de l'enquête téléphonique COVID-19 à Djibouti, 1er tour.

CONCLUSION



Alors que Djibouti a été touché par la pandémie de COVID-19 dès mi-mars 2020, le gouvernement a mis en place un certain nombre de mesures afin de limiter les effets sur la santé de la population ainsi que pour ne pas mettre à rude épreuve le système de santé. Néanmoins, ces mesures ont touché l'économie et en particulier certains secteurs économiques, affectant ainsi le bien-être des ménages djiboutiens. Cette enquête téléphonique conduite en juillet 2020 a pour but d'évaluer les impacts socio-économiques du COVID-19 et les mesures d'endiguement du gouvernement sur les ménages Djiboutiens par divers canaux tels que la perte d'emploi, la disponibilité et les changements de prix des produits alimentaires de base et la capacité d'accéder aux soins de santé et à l'éducation.

Il s'avère que la quasi-totalité de la population ait une bonne connaissance de l'existence du virus ainsi que des mesures instaurées par le gouvernement pour endiguer sa propagation dans le pays. De plus, les mesures préventives ont été largement adoptées au sein de la population, avec de légères variations selon les lieux de résidence. On observe une répercussion des mesures de confinement sur les activités économiques des ménages. Environ 59% des soutiens économiques ont travaillé au cours de la semaine précédant l'enquête, 22% d'entre eux ont perdu leur emploi après le début des mesures liées à la pandémie en mars et les 19% restants n'ont pas travaillé avant la pandémie ou la semaine précédant l'enquête. La plupart de ces personnes qui ont cessé de travailler après le mois de mars ont déclaré avoir perdu leur emploi pour des raisons liées au coronavirus. Un peu moins de la moitié de ceux qui travaillaient encore la semaine précédant l'enquête ont observé une diminution de la durée de leur travail, avec des différences marquées selon les quintiles de revenus, puisque 28% des plus riches ont moins travaillé, contre environ 47% dans les trois derniers quintiles. Les personnes travaillant moins que d'habitude ont également observé une perte de revenus, puisque 81% d'entre elles ne recevaient aucun paiement ou un salaire partiel. Des différences entre les sexes ont été aussi observées à cet égard.

Avec la perte d'emploi, la réduction de la charge de travail et la baisse des revenus, une augmentation des prix ainsi que des difficultés à accéder aux biens et services se sont fait ressentir pour toute la population, et de façon plus forte pour les ménages pauvres. Alors que l'INSD collecte les prix des produits alimentaires de base et des articles non alimentaires sur une base mensuelle, il serait tout aussi important et opportun, d'un point de vue politique, de suivre la disponibilité de ces produits de base. L'accès aux soins de santé pour ceux qui en avaient besoin (17% des ménages) a également été restreint, en particulier à Balbala où vivent la plupart des pauvres de la ville de Djibouti. Enfin, environ 36 pour cent des ménages ont reçu une aide sous forme de transferts monétaires, d'aide alimentaire ou de bons alimentaires. Environ 35 et 27 pour cent des ménages pauvres et non pauvres ont respectivement reçu des bons alimentaires. Ceci est conforme avec le mécanisme de ciblage employé puisque de nombreux ménages non pauvres engagés dans le secteur informel et qui ont perdu leurs emplois à cause du coronavirus ont également besoin d'assistance.

Face à ces multiples impacts socio-économiques et à la faible résilience des ménages Djiboutiens provenant de toutes les catégories de revenus, les aides de tous types sont fortement nécessaires pour atténuer les effets de cette pandémie à court terme. Cette pandémie risque d'avoir des conséquences à long terme et d'exposer encore plus les personnes vulnérables. À moyen terme, il est donc encore plus important de rendre la croissance plus inclusive à Djibouti.

Encadré 1. Stratégie d'échantillonnage

La stratégie d'échantillonnage de cette enquête vise à fournir des estimations ponctuelles d'indicateurs clés avec une précision suffisante pour les trois zones suivantes : (1) Balbala, (2) le reste de Djibouti-ville et (3) les autres centres urbains. Il est évident que cette enquête ne sera représentative que des zones urbaines de Djibouti. Cela permettra d'estimer avec précision les changements politiques pertinents détectables dans chaque zone et au niveau national.

Les données du registre social national, limitées aux ménages urbains ayant au moins un numéro de téléphone et interrogés après le 1er juillet 2017 (pour augmenter les taux de réponse), serviront de base de sondage pour cette enquête. Le registre social est une base de données officielle des ménages de Djibouti qui peuvent bénéficier de transferts publics et être particulièrement ciblés pour les efforts de lutte contre la pauvreté. Ces données sont collectées depuis 2014 et concernent environ 70 000 ménages, la majorité du travail de terrain étant effectué à partir de 2017. Bien que cette base de données surreprésente les pauvres, elle nous fournit une base de sondage actualisée. Le registre social recueille une multitude de caractéristiques socio-économiques des ménages ainsi que les numéros de téléphone des chefs de ménage ou de leurs conjoints. L'utilisation d'informations biométriques pour enregistrer les données au niveau des ménages annule la possibilité d'avoir des doublons parmi les personnes interrogées.

L'échantillon de cette enquête téléphonique a été constitué de ménages tirés au hasard de la base de sondage, stratifiés par domaine d'enquête et statut de pauvreté. Pour calculer la taille de l'échantillon dans chaque domaine, l'approche d'une analyse de puissance est utilisée. Celle-ci permet de calculer des tailles d'échantillon minimales pour estimer les changements détectables dans les indicateurs clés en utilisant la formule standard.¹⁰ Plus précisément, un échantillon de 1570 ménages permet d'estimer une augmentation/diminution de 10 points de pourcentage au niveau standard bilatéral de 5% avec une puissance $\beta=80\%$ pour un indicateur dont la prévalence est de 50%. Le Tableau A1 présente la répartition de l'échantillon par domaine d'enquête. La taille de l'échantillon a été augmentée pour tenir compte des non-réponses probables, qui devraient être de 25% au maximum selon l'expérience de la Banque mondiale dans des contextes similaires au Nigeria.¹¹ Dans chaque domaine, la taille de l'échantillon a été divisée de manière égale entre les pauvres et les non-pauvres.

Tableau A1 : Répartition de l'échantillon par domaine d'enquête

Domaine d'enquête	Distribution de population urbaine selon EDAM 2017	Taille d'échantillon (# ménages)
Balbala	54.1%	523
Reste de Djibouti-ville	35.5%	523
Autres centres urbains	10.4%	523
Total	100.0%	1,570

Encadré 2. Poids d'échantillonnage

Le plan d'échantillonnage de l'enquête téléphonique à haute fréquence est un échantillon probabiliste à une étape, sélectionné dans le registre social unique limité aux ménages urbains susceptibles de bénéficier d'une protection sociale et stratifié selon deux dimensions : le domaine d'enquête (trois catégories) et le statut de pauvreté (binaire). On obtient ainsi six strates indépendantes. Au sein de chaque strate, les ménages sont sélectionnés avec la même probabilité ex ante, mais celle-ci diffère d'une strate à l'autre.

Au départ, 1590 ménages ont été sélectionnés. Mais étant donné le taux de non-réponse qui est en moyenne de 30%, que ce soit par ce que personne n'a répondu aux appels (12,7%) ou car les numéros de téléphone étaient déconnectés (14,9%), un échantillon de remplacement de 750 ménages a été sélectionné. Toutefois, 589 de ces ménages de remplacement ont été contactés pour atteindre l'objectif global de 1486 entretiens complets. Les poids de la population et des ménages sont conçus pour tenir compte des différences de probabilité de sélection dues à la conception ou à la non-réponse. Chaque poids est une combinaison d'un poids de conception et d'un poids de

¹⁰ Voir : Plan d'échantillonnage pour les enquêtes téléphoniques sur les implications économiques de la COVID-19.

¹¹ Capitalizing on the World Bank LSMS-ISA Program for High-Frequency Phone Surveys on COVID-19.

post-stratification, tenant compte des non-réponses. En outre, d'autres ajustements des poids d'échantillonnage ont été effectués pour garantir que les indicateurs produits sont représentatifs de la population du pays, par statut de pauvreté et par lieu.

La base de sondage du registre social du ministère des affaires sociales surreprésente les pauvres et ne couvre pas complètement la répartition supérieure des revenus. Pour corriger ces biais, nous nous appuyons sur une approche post-calibrage, en utilisant l'enquête sur le budget des ménages de 2017 (EDAM 2017) comme source de données de référence. En effet, l'enquête EDAM 2017 était représentative de la population, du statut de pauvreté et des domaines d'enquête du pays. Toutefois, l'enquête EDAM 2017 est limitée aux quatre premiers quintiles de consommation afin d'assurer un chevauchement suffisant des univers couverts par les deux enquêtes.¹²

Tableau A2 : Caractéristiques du logement et accès aux services

	Registre Social			EDAM 2017		
	Pauvres	Non-pauvres	All	Pauvres	Non-pauvres	All
% ménages ayant accès à l'électricité	20	62	53	16	72	60
% ménages ayant accès à l'eau	77	93	89	71	95	90
% ménages ayant accès à l'assainissement	35	51	48	22	49	44
% ménages utilisant carburant propre pour la cuisine	6	8	7	9	23	20
% ménages propriétaires du logement	63	57	58	60	72	69
% ménages vivant dans un logement solide	59	81	77	53	93	85
% ménages avec un toit en matériau solide	70	83	80	48	84	76
% ménages avec un sol en matériau solide	25	66	57	33	77	68
% of individus ont été / sont à l'école	52	57	55	37	59	54

Source : EDAM4-IS 2017 et données du registre social (2017-2019).

Note : L'accès à l'électricité est défini comme l'utilisation de l'électricité comme principale source d'éclairage. L'accès à l'eau est défini comme la disponibilité de l'eau dans le ménage sous forme d'eau courante (Office National de l'Eau et de l'Assainissement [ONEAD] raccordement intérieur), raccordement direct depuis un forage, et raccordement extérieur ONEAD par pipe. L'accès à l'assainissement est défini comme l'accès aux toilettes avec chasse d'eau, aux latrines avec dalle, mais non partagé avec d'autres ménages. Le combustible propre pour la cuisine fait référence à l'utilisation d'électricité ou de gaz pour cuisiner. Logement solide comprend logement ordinaire, appartement dans un immeuble, villa simple et villa duplex. Le matériau du toit solide comprend la tôle, le béton, la tuile. Le matériau de sol solide comprend le ciment et les carreaux de sol.

La conception du poids de calibrage post-stratification vise à fournir des estimations qui se situent dans les limites des valeurs connues de la population (au niveau des ménages). Cela étend le poids de conception qui tient déjà compte de la non-réponse. Le calage est basé sur la répartition par âge et par sexe des chefs de ménage et sur la répartition de la pauvreté dans les différents domaines d'enquête. Si le domaine d'enquête est construit de manière identique dans les deux ensembles de données, la pauvreté est définie différemment. Le statut de pauvreté dans les données du registre social est basé sur les données de consommation qui sont imputées pour chaque ménage par le Ministère des Affaires Sociales et de la Solidarité (MASS) sur la base de caractéristiques observables et en utilisant la formule de test indirect de revenu (Proxy Means test) de l'enquête sur le budget des ménages de 2013 (EDAM 2013). Le statut de pauvreté dans l'EDAM 2017, en revanche, est basé sur les données de consommation collectées dans le cadre de l'enquête.

Étant donné cette différence dans la manière de calculer la pauvreté, il est important de comprendre le chevauchement des indicateurs¹³ fortement corrélés à la consommation et qui font partie de la formule de test indirect de revenu dans les deux ensembles de données (EDAM 2017 et registre social), tant pour les pauvres que pour les non-pauvres. Le tableau A2 compare le pourcentage de ménages ayant accès aux services et vivant dans un logement présentant certaines caractéristiques dans les deux bases de données. Il est évident que les indicateurs

¹² Limiter la source de données de référence aux quatre premiers quintiles est quelque peu arbitraire. Mais cela est motivé par des discussions avec des hauts fonctionnaires de l'Institut National de la Statistique de Djibouti. L'indisponibilité de variables qui ne sont pas utilisées pour le calibrage mais qui sont communes aux deux ensembles de données nous empêche de faire une analyse de sensibilité autour du choix de ce seuil.

¹³ Veuillez noter qu'il existe d'autres indicateurs d'intérêt pour l'individu, mais en raison du manque d'accès au registre social, nous n'avons pas pu les calculer.

sont similaires dans les deux bases de données. Si les ménages issus des données du registre social vivent dans des conditions plus mauvaises que les ménages de la base EDAM 2017, les différences ne sont pas flagrantes et nous pouvons utiliser la base EDAM 2017 pour la conception des poids d'échantillonnage avec un certain degré de confiance.

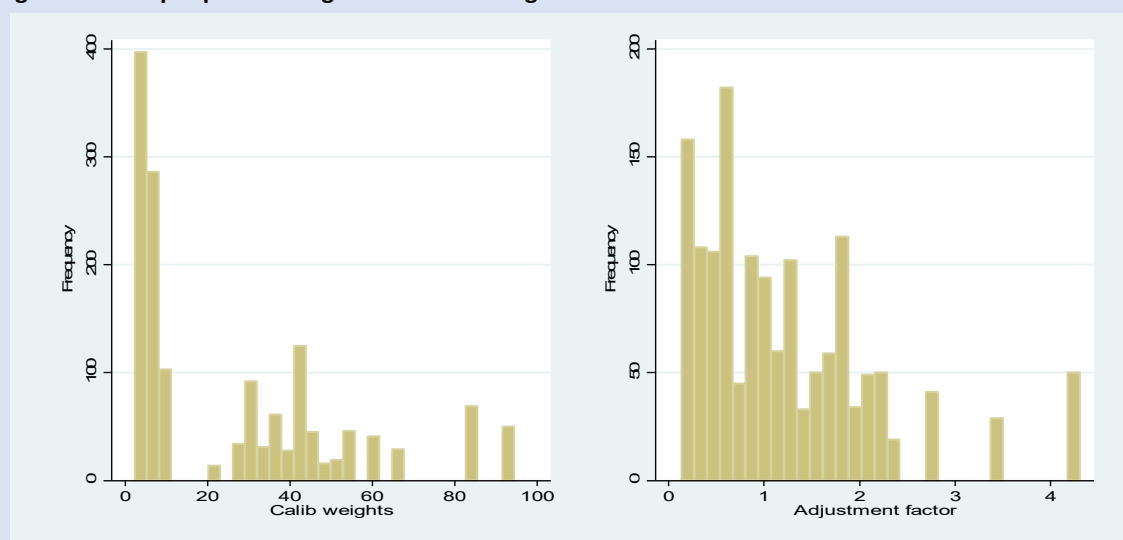
Les données utilisées pour calculer les poids de calibrage post-stratification sont présentées dans le tableau A3 ci-dessous. Les algorithmes atteignent une convergence parfaite, reproduisant exactement les proportions cibles. Le diagramme de diagnostic (figure A1) indique que les poids de calibrage et les facteurs d'échelle des poids de conception se situent dans des limites raisonnables. Plus précisément, le graphique ne met en évidence aucune valeur aberrante, bien qu'une faible répartition des poids soit observée autour de l'extrémité supérieure de leur distribution.

Tableau A3: Totaux de contrôle de la population la plus récente de Djibouti (2020), Poids de calibrage

Caracteristiques	Catégories	Pourcentage (Col.)	Ménages totaux (fréquences pondérées de l'EDAM 2017)
Homme, Total			29 309
	<35	9.11	3 589
	35-49	37.63	14 826
	50-64	19.91	7 844
	65+	7.74	3 049
Femme, Total			10 090
	<35	2.82	1 111
	35-49	9.10	3 585
	50-64	9.06	3 570
	65+	4.63	1 824
Non-pauvre, Total			34 833
	Balbala	31.79	12 525
	Autres centres urbains	22.93	9 034
	Reste de Djibouti	33.69	13 274
Pauvre, Total			4 566
	Balbala	5.16	2 033
	Autres centres urbains	3.07	1 210
	Reste de Djibouti	3.36	1 324

Source: Dérivations des auteurs basées sur EDAM, 2017 et Enquête téléphonique, 2020.

Figure A1 : Graphique des diagnostics de calibrage



Source: Dérivations des auteurs basées sur EDAM, 2017 et Enquête téléphonique, 2020.